

Après [Rfi](#) et l'[AFP](#), de sa résidence au quartier Santa Barbara à Yaoundé, où il est séquestré depuis bientôt 10 jours, Maurice Kamto, a donné un autre entretien au journal Le Point, un magazine d'actualité hebdomadaire français. Il se prononce ici sur l'actualité qui défraie la chronique au Cameroun.

Extrait :

Quel objectif visez-vous à travers la marche à laquelle vous avez appelé ?

Nous avons été clairs depuis le début, notre démarche a été et demeurera pacifique. Nous demandons :

- d'une part, l'arrêt du bain de sang par un cessez-le-feu et un retour au dialogue inclusif afin de ramener la paix dans les deux régions anglophones du pays en guerre depuis plus de 3 ans ;

- d'autre part, une réforme consensuelle du système électoral avant toute nouvelle élection, afin que les Camerounais puissent désigner librement et en toute transparence leurs dirigeants, demande formulée par les partis politiques de l'opposition et la société civile, y compris la Conférence épiscopale nationale, par l'organe étatique en charge des élections, les partenaires internationaux du Cameroun, notamment l'Union africaine, le Parlement de l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, etc.

En réponse à ces deux exigences, nous n'avons essuyé que le mépris du régime.

Comment décrierez-vous la situation que vit la Cameroun aujourd'hui ?

La situation du Cameroun est très préoccupante. Le pays est confronté à plusieurs crises.

- Sur le plan sécuritaire, le régime de M. Biya a déclaré et mène une guerre absurde contre une partie du peuple camerounais dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette guerre qui dure depuis bientôt quatre ans a causé plus de 3 000 morts (certaines estimations sont beaucoup plus élevées), des milliers de blessés et de disparus, entraîné un

déplacement massif des populations de ces régions (environ 400 000 à 800 000 personnes selon les sources) et généré plus de 40 000 réfugiés camerounais au Nigeria voisin.

- Sur le plan économique, de l'aveu même des autorités, trois régions sur les dix que compte le Cameroun sont aujourd'hui déclarées fiscalement sinistrées. Dans les autres régions, la situation économique n'est guère plus brillante. Les Camerounais font face à un chômage endémique et une inflation galopante, sans compter la corruption généralisée qui rend difficile tout investissement au Cameroun. La pauvreté n'a cessé de s'accroître. Le PIB par habitant, d'environ 1 500 dollars US est inférieur à ce qu'il était il y a 25 ans.

– Sur le plan politique, le régime en place n'a toujours pas tiré les leçons de la crise postélectorale de l'élection présidentielle d'octobre 2018 et du message clair que les Camerounais leur ont envoyé en suivant massivement notre mot de boycott des élections législatives et municipales de février 2020 (près de 80 % des électeurs ne sont pas allés voter). Dans ce contexte, le refus méprisant du régime d'engager une réforme consensuelle du système électoral ne peut qu'aboutir à de nouvelles crises liées aux élections, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Sans parler de l'absence de légitimité de la classe dirigeante qui en découle.

Par ailleurs, le régime s'emploie à la manipulation instrumentalisation des sentiments ethniques ou tribaux pour opposer les Camerounais les uns aux autres diviser le pays, afin, espère-t-il, de se perpétuer au pouvoir.
